

JOURNAL OFFICIEL

DE LA

POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

Matahiti 115
N° 29

TE VEA A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 1
no Titema 1966**ABONNEMENTS**

	Un an	Six mois	3 mois
	(Francs Pacifique)		
Polynésie française.	450 fr.	240 fr.	130 fr.
France et territoires d'Outre-mer.	470 fr.	250 fr.	135 fr.
Etranger.	600 fr.	350 fr.	200 fr.

PRIX DU NUMERO :

Polynésie, France et T.O.M. : 25 fr. — Etranger : 35 fr.
 Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.
 Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.
 Les annonces doivent parvenir à l'Imprimerie au plus tard 6 jours ouvrables avant la parution du journal.

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires, commerciales et annonces diverses : la ligne..... 30 fr.
 Les mêmes renouvelées : la ligne..... 15 fr.
 Publications de sociétés philanthropiques, littéraires, scientifiques, sportives, etc.. 15 fr.
 C.C.P. Papeete N° 1139 — B.P. N° 117

SOMMAIRE**PARTIE OFFICIELLE****Actes du Pouvoir Central**

	Pages
1966 22 nov. Décret n° 66-862 relatif à la revision des listes électorales dans les territoires d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 3964 AA du 29 novembre 1966)	675

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

ARRÊTÉ n° 3964 AA du 29 novembre 1966 promulguant un acte du pouvoir central.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la dépêche ministérielle n° 311 du 10 septembre 1931, relative à la promulgation et à la publication des lois, décrets, arrêtés et instructions ministériels ;

Vu l'article 237 du décret du 21 novembre 1933 portant réorganisation judiciaire et fixant les règles de procédure en Océanie,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Est promulgué, dans le territoire, pour y être exécuté selon ses forme et teneur :

- le décret n° 66-862 du 22 novembre 1966 relatif à la revision des listes électorales dans les territoires d'outre-mer, (publié au J.O.R.F. n° 270 du 24 novembre 1966 - page 10259).

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera selon la procédure d'urgence.

Papeete, le 29 novembre 1966.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DECRET n° 66-862 du 22 novembre 1966 relatif à la revision des listes électorales dans les territoires d'outre-mer.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer ;

Vu la Constitution, et notamment son article 37 ;

Vu le décret organique du 2 février 1852 pour l'élection au corps législatif, modifié ;

Vu le décret réglementaire du 2 février 1852 pour l'élection au corps législatif, complété et modifié ;

Vu la loi du 7 juillet 1874 relative à l'électorat municipal, et notamment les articles 2 et 4 ;

Vu la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, modifiée, et notamment l'article 14 ;

Vu la loi n° 51-586 du 23 mai 1951 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, modifiée ;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

Article 1er.— Dans les territoires d'outre-mer, à compter du 1^{er} décembre de chaque année et pendant dix jours, les commissions administratives visées aux articles 4 et 5 de la loi susvisée n° 51-586 du 23 mai 1951 procèdent à la revision de la liste électorale ; les demandes d'inscription des électeurs peuvent être déposées au secrétariat de la mairie ou de la circonscription administrative à compter du 1^{er} novembre.

Art. 2.— La commission administrative ajoute à la liste électorale :

— les personnes qu'elle reconnaît avoir acquis les qualités exigées par la loi pour être électeur dans la commune ou la circonscription administrative ;

— celles qui acquerront les conditions d'âge et de résidence avant la clôture définitive de la liste ;

— celles qu'elle reconnaît avoir été indûment omises.

Art. 3.— La commission administrative retranche de la liste :

— les électeurs décédés, ceux dont la radiation a été ordonnée par l'autorité compétente et ceux qui ont perdu les qualités requises par la loi ;

— les électeurs qu'elle reconnaît avoir été indûment inscrits, quoique leur inscription n'ait point été attaquée.

Art. 4.— La commission administrative tient un registre de toutes ses décisions et y mentionne les motifs et pièces à l'appui.

Art. 5.— La commission administrative mentionne sur le tableau contenant les additions et retranchements faits à la liste électorale, dans une colonne spéciale, pour toute inscription nouvelle d'un électeur, la commune ou la circonscription administrative où il était précédemment inscrit et la date de sa demande de radiation.

Au cas où l'électeur n'a jamais été inscrit, mention en est portée dans la colonne du tableau visé à l'alinéa 1^{er}, avec indication de la commune ou de la circonscription administrative où il était domicilié dans sa vingt et unième année.

Art. 6.— Le tableau contenant les additions et les retranchements opérés par la commission administrative est signé de tous les membres de cette commission et déposé au secrétariat de la mairie ou de la circonscription administrative le quatorzième jour qui suit le jour d'ouverture de la période de revision. Tout requérant peut en prendre communication, le recopier et le reproduire par la voie de l'impression.

Le jour même du dépôt, le tableau est affiché par le maire ou le chef de circonscription administrative aux lieux accoutumés, où il devra demeurer pendant vingt jours.

Art. 7.— En même temps, une copie du tableau et du procès-verbal constatant l'accomplissement des formalités prescrites par l'article précédent est transmise par le maire ou le chef de circonscription au délégué du Gouvernement.

A la même date, le représentant de l'administration adresse au délégué du Gouvernement un compte rendu du déroulement des travaux de la commission administrative.

Art. 8.— Si le délégué du Gouvernement estime que les formalités et les délais prescrits n'ont pas été observés, il doit, dans les deux jours de la réception du tableau, déférer les opérations de la commission administrative au conseil du contentieux administratif, qui statuera dans les trois jours et fixera, s'il y a lieu, le délai dans lequel les opérations annulées devront être refaites.

Art. 9.— A compter de la date du dépôt et d'affichage du tableau rectificatif et pendant le délai de vingt jours prescrit à l'article 2 de la loi du 7 juillet 1874, il est ouvert dans chaque mairie et circonscription administrative un registre coté et paraphé par le délégué du Gouvernement, sur lequel les réclamations recueillies en application du présent article sont inscrites sur-le-champ.

Le maire ou le chef de circonscription délivre aussitôt récépissé de chaque réclamation.

A l'expiration du délai visé au premier alinéa, le registre est clos par le maire ou le chef de circonscription, signé par lui et tous les membres de la commission municipale ou de la commission de jugement prévues à l'article 5 de la loi n° 51-586 du 23 mai 1951.

Art. 10.— Les décisions de la commission municipale ou de la commission de jugement doivent intervenir au plus tard le cinquième jour qui suit la clôture du délai ouvert pour les réclamations.

Ces décisions sont affichées par le maire ou le chef de circonscription aux lieux habituels pendant vingt jours à compter de la date de leur intervention ; procès-verbal est dressé de cet affichage.

Art. 11.— Le juge du tribunal de première instance saisi en vertu de l'article 3 de la loi du 7 juillet 1874 donne avis dans les trois jours au délégué du Gouvernement et au maire ou au chef de circonscription de la décision rendue par lui.

Art. 12.— Le dernier jour de février de chaque année, la commission administrative opère toutes les rectifications régulièrement ordonnées, transmet au délégué du Gouvernement le tableau de ces rectifications et arrête définitivement la liste électorale de la commune ou de la circonscription administrative.

La minute de la liste électorale reste déposée au secrétariat de la mairie ou de la circonscription administrative ; le tableau rectificatif transmis au délégué du Gouvernement reste déposé au chef-lieu du territoire avec la copie de la liste électorale.

Tout électeur peut prendre communication et copie de la liste électorale et des tableaux rectificatifs à la mairie ou au secrétariat de la circonscription administrative ou au chef-lieu du territoire pour l'ensemble des communes et circonscriptions à la condition de s'engager à ne pas en faire un usage purement commercial.

Art. 13.— La liste électorale reste, jusqu'au dernier jour de février de l'année suivante, telle qu'elle a été arrêtée, sauf les changements résultant des décisions du juge du tribunal de première instance ou d'arrêts de la Cour de cassation, et sauf aussi les radiations des électeurs décédés.

Art. 14.— Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent décret, et notamment le titre I^{er} du décret réglementaire du 2 février 1852 et l'article 6 de la loi n° 51-586 du 23 mai 1951.

Art. 15.— Le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 novembre 1966.

Georges POMPIDOU.

Par le Premier ministre :

*Le ministre d'Etat
chargé des départements et territoires d'outre-mer,*

Pierre BILLOTTE.

CALENDRIER DES DATES A OBSERVER POUR LES DIVERSES
OPERATIONS DE LA REVISION DES LISTES ELECTORALES

OPERATIONS EFFECTUEES	DELAIS	DATES A OBSERVER
Opérations d'inscription et de radiation par la commission administrative.	10 jours.	Du 1 ^{er} décembre au 10 décembre.
Délai accordé pour dresser le tableau rectificatif.	4 jours.	Du 11 décembre au 14 décembre.
Dépôt et publication du tableau.		15 décembre.
Délai ouvert pour les réclamations	20 jours.	Du 15 décembre au 4 janvier.
Date limite pour les décisions des commissions municipales et de jugement.	5 jours.	9 janvier.
Publication des décisions des commissions municipales et de jugement.		A partir du 16 décembre et au plus tard le 10 janvier.
Date limite de notification des dernières décisions des commissions municipales et de jugement.		12 janvier.
Délai limite d'appel des parties intéressées devant le juge du tribunal de première instance.	5 jours.	17 janvier.
Délai limite des décisions du juge du tribunal de première instance.	10 jours.	27 janvier.
Délai limite pour la notification au délégué du Gouvernement de la République et au maire ou au chef de circonscription des décisions du juge du tribunal de première instance.	3 jours.	30 janvier.
Délai limite du pourvoi en cassation . .	10 jours.	9 février.
Clôture définitive des listes		28 février (ou 29 en cas d'année bis-sextile).

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

Réglementation

des marchés administratifs de toute nature passés au nom du territoire de la Polynésie française.

Prix : 100 francs.

Nomenclature douanière

suivie de l'index alphabétique
et des notes explicatives

Prix broché : 400 frs

Statistiques douanières

Année 1965 — Prix : 300 francs

Code de l'aménagement du territoire

(Délibération n° 61-44 du 8 avril 1961) (Réimpression

Prix : 60 francs.

Enseignement maritime

Programme des examens de la marine marchande.

(Arrêté n° 1608/MM du 30 juin 1965)

Prix broché : 60 francs

Budget - Exercice 1966

350 fr. l'exemplaire

Code de la route

Prix broché. — Bilingue : 60 francs

Code des douanes

Prix broché : 50 francs

Réglementation

des loyers des locaux à usage d'habitation avec additif.

Prix broché : 25 francs

Arrêté Municipal n° 9

réglementant la circulation et le stationnement
sur le territoire
de la commune de Papeete

Prix : 20 francs

Calendrier pour l'année 1966

Prix en feuille : 10 fr.